EUobserver
BRUSSELS' WORLD SIMULATION · ANALYSE · ÉNERGIE
20 NOVEMBRE 2026

EDAR : l'Alliance Énergies Vertes tisse ses relais au Parlement

Alors que les amendements au règlement EDAR commencent à se préciser, les ONG environnementales veulent désormais transformer leur expertise en influence politique. Réunies au sein de l'Alliance Énergies Vertes, elles multiplient propositions législatives, échanges avec les eurodéputés et initiatives communes pour faire entrer leurs priorités dans le texte.

À Bruxelles, les ONG ne disposent ni du droit d'amendement ni du droit de vote. Mais elles ont une autre ressource : l'expertise.

Le 19 novembre, l'Alliance Énergies Vertes a rendu publiques ses demandes communes sur la réforme de la gouvernance énergétique européenne. Derrière des organisations aux profils différents, un socle s'est dégagé : objectifs climatiques contraignants, principe de non-régression, électrification, sortie progressive des subventions aux énergies fossiles, justice sociale et participation renforcée de la société civile.

L'Alliance réclame notamment de faire passer l'objectif européen de renouvelables de 42,5 % à 50 % en 2030, puis de 65 % à 100 % en 2040. Elle souhaite également inscrire dans EDAR un objectif minimal de 46 % d'électrification à l'horizon 2040.

Mais le communiqué va plus loin que l'affichage politique. Il fournit directement des modifications d'articles : réduction de douze à six mois du délai laissé aux États pour présenter un plan correctif, rapports d'avancement annuels, transparence projet par projet sur les revenus du marché carbone ou encore définition européenne commune des subventions fossiles.

Autrement dit, l'Alliance ne se contente plus de demander davantage d'ambition. Elle propose du texte.

De l'expertise aux eurodéputés

La stratégie est particulièrement visible chez The Shift Project, qui présente son rôle au sein de l'Alliance comme celui d'un fournisseur de données techniques et chiffrées aux institutions européennes.

Cette expertise a déjà trouvé des relais. Le think tank a publiquement fait état de ses échanges avec l'eurodéputé écologiste Ville Niinistö, soulignant l'intérêt des Verts/ALE pour les propositions portées par l'Alliance.

Mais les ONG savent qu'une majorité parlementaire ne se construit pas uniquement avec les Verts.

Leur stratégie consiste donc à élargir progressivement leurs soutiens au S&D;, à The Left et, lorsque cela est possible, au PPE. Un document de travail interne de l'Alliance identifie d'ailleurs explicitement les sociaux-démocrates, The Left et certains élus PPE comme des interlocuteurs à convaincre pour faire avancer ses amendements.

Ces derniers jours, cette stratégie a commencé à produire des résultats visibles.



Le 17 novembre, les Verts/ALE et l'Alliance Énergies Vertes ont publié ensemble une tribune consacrée à l'une de leurs revendications communes : refuser que le nucléaire soit comptabilisé comme une contribution équivalente aux objectifs renouvelables.

Le sujet est intéressant pour l'Alliance précisément parce qu'il ne suppose pas que tous ses membres aient la même position sur le nucléaire.

Greenpeace et CAN Europe défendent une ligne très critique vis-à-vis de cette énergie. The Shift Project adopte une position plus nuancée et considère qu'elle peut jouer un rôle dans certains bouquets énergétiques, à condition que ses coûts, ses délais et ses dépendances soient clairement intégrés dans les PNEC.

Le compromis trouvé est donc plus étroit : le nucléaire peut être considéré comme bas carbone, mais il ne doit pas être compté comme renouvelable.

Cette ligne a ensuite dépassé les seuls Verts. Des eurodéputés issus des Verts/ALE, du S&D;, de Renew, de The Left et du PPE ont publiquement soutenu cette distinction.

Plusieurs membres de l'Alliance ont également trouvé un relais au sein du PPE.

L'eurodéputé autrichien PPE Alexander Bernhuber a cosigné avec Greenpeace, United for Climate Justice et l'European Environmental Bureau une tribune critiquant la manière dont le nucléaire est intégré aux instruments européens de transition. Le texte reconnaît ses faibles émissions de carbone, tout en contestant qu'elles suffisent à en faire une technologie durable au même titre que les renouvelables.

Cette capacité à travailler avec un élu PPE est loin d'être anecdotique. Pour les ONG, convaincre au moins une partie du principal groupe du Parlement peut être déterminant pour construire des majorités amendement par amendement.

La Commission précise sa ligne

Dans ce contexte, la Commission a également repris publiquement la parole.

Le 19 novembre, elle a publié un communiqué spécifiquement consacré au nucléaire afin de « clarifier » sa classification. Bruxelles rappelle que sa taxonomie verte considère certaines activités nucléaires comme transitoires et que le nucléaire reste une énergie bas carbone, sans pour autant obliger les États à l'intégrer dans leur bouquet énergétique.

Ursula von der Leyen a parallèlement rappelé que l'électrification par les renouvelables constituait une priorité, en présentant le nucléaire comme une énergie bas carbone de soutien à la transition.

La Commission maintient donc sa proposition : les États qui le souhaitent peuvent comptabiliser, dans certaines limites, une part de nucléaire comme contribution équivalente à leurs objectifs renouvelables.

Mais le simple fait qu'elle intervienne de nouveau publiquement sur cette question montre combien le sujet s'est imposé dans les négociations.

Pour l'Alliance Énergies Vertes, l'objectif est précisément de peser sur le débat : fournir des arguments aux élus, mettre certaines questions à l'agenda et tenter de faire évoluer le texte au fil des amendements.

Le véritable test arrive avec les votes

Le nucléaire n'est cependant qu'une partie de la stratégie.



L’Alliance pousse également un objectif contraignant d’électrification, une sortie planifiée des subventions fossiles, un renforcement des mécanismes correctifs pour les États en retard et une participation obligatoire de la société civile à l’élaboration des PNEC.

Elle veut notamment transformer le dialogue multiniveaux prévu par EDAR : là où la proposition laisse aujourd’hui aux États la possibilité de l’organiser, les ONG demandent qu’il devienne obligatoire et qu’elles y soient explicitement associées.

Les membres de l’Alliance n’abordent pas tous EDAR par le même angle. Le BEUC met en avant la précarité énergétique et le coût de la transition pour les ménages. Carbon Market Watch travaille surtout sur la transparence des recettes carbone et le principe pollueur-payeur. United for Climate Justice concentre une grande partie de ses demandes sur la suppression des subventions fossiles, tandis que The Shift Project défend une électrification massive accompagnée d’une planification des réseaux et des infrastructures.

Malgré ces priorités différentes, ils ont réussi à arrêter une série de propositions communes. Reste désormais à voir lesquelles seront reprises lors des votes en commissions ITRE et ENVI, puis défendues dans les négociations interinstitutionnelles.

L’Alliance a réussi à passer de la publication de positions communes à la construction de relais politiques. L’étape la plus difficile commence désormais : transformer ces soutiens en amendements adoptés.

